

L'HUMAIN AVANT TOUT !



Octobre - Novembre 2011

Journal du secteur entreprises du PCF 63



Cyril CINEUX

Secrétaire départemental du PCF63

TOUS ENSEMBLE !

Face aux ravages de la crise, le gouvernement continue sa politique au service des plus riches. Il entend toujours faire payer la crise aux salariés. Rien n'est plus important pour lui que de «rassurer les marchés financiers» à coup d'annonces de plan d'austérité. Mais il sent que la situation sociale se dégrade, que l'immense majorité des Françaises et des Français vit de moins en moins bien, que « la France qui se lève tôt » se lève toujours aussi tôt mais ne gagne toujours pas plus.

Le gouvernement veut donc détourner l'attention de sa politique anti-sociale. Il cherche des boucs émissaires. Alors, un coup, les responsables du trou de la Sécu sont les retraités ou les malades, une autre fois ce sont les jeunes qui ne veulent pas accepter n'importe quel boulot ou encore les fonctionnaires qui sont privilégiés, les immigrés désignés comme responsables de l'insécurité, les chômeurs qui seraient fainéants etc. . . .

Tout ceci n'a qu'un but : nous diviser. Diviser celles et ceux qui n'ont pas intérêt à ce que la bande du Fouquet's poursuive son action. Ne les laissons pas faire. Ne les laissons pas nous affaiblir en nous divisant.

C'est de solidarité dont nous avons besoin. Nous devons faire face ensemble et construire ensemble une alternative à ce gouvernement.

Le PCF, avec le Front de Gauche, est disponible pour cela, chacune et chacun d'entre vous peut prendre sa place au sein du PCF, au sein du Front de Gauche. Rejoignez nous.

Pour prendre contact avec nous, nous envoyer des informations, vos commentaires, vos remarques, n'hésitez pas :

secteurentreprises.pcf63@orange.fr

34 rue des clos - Clermont-Ferrand

Tel : 04 73 24 14 17



Défendre et renforcer le service public Ca veut dire quoi ?



C'est quoi au juste le service public ?

C'est un service qui assure **une mission d'intérêt général**, rendue par l'État, une collectivité territoriale ou une entreprise publique. Il permet à toute la population l'accès à des droits fondamentaux comme la santé, l'énergie, le transport. Cela exige une égalité d'accès de tous les citoyens, sur tout le territoire.

Au cours de son histoire (en 1936, en 1945 et en 1981), la France va promouvoir le service public comme **garant de l'égalité entre les citoyens**, dans des domaines jugés essentiels pour l'avenir du pays et l'intérêt de tous : éducation, santé, culture mais aussi dans de nombreux secteurs économiques comme l'énergie, les transports publics, les télécommunications, la distribution du courrier...

Quand on le casse, ça fait quoi ?

Depuis 30 ans, le patronat et les libéraux mènent une vaste offensive contre le service public dans le seul but de faire prévaloir la rentabilité et les profits sur les principes d'égalité et de respect de l'intérêt général. L'argumentaire est alors partout le même : la concurrence doit permettre au « consommateur » de payer moins cher.

Cette offensive politique s'est traduite par de **très nombreuses privatisations d'entreprises**. Les conséquences de ces privatisations sont partout les mêmes : **disparition des agences de proximité** (agences EDF, bureaux de Poste,...), **suppression massive d'emplois** (80 000 postes d'enseignants supprimés entre 2007 et 2012), **augmentations vertigineuses des tarifs** (depuis 2005 hausse des tarifs d'EDF de 3% par an, ...), **moindre sécurité, conditions de travail dégradées...**

Les services publics sont notre bien commun. Défendons-les, développons-les pour faire primer l'humain sur l'argent !

Pour les services publics, Le Front de Gauche propose :

Les services publics assurent les conditions de l'égalité et de la citoyenneté. Ils doivent donc être préservés de toute soumission à des intérêts privés comme aux marchés financiers.

1 - Nous reconstruirons et développerons nos services publics. La RGPP sera abrogée, les postes supprimés par la droite seront rétablis.

2 - Nous maintiendrons et développerons les services publics de proximité. Ils seront financés par une fiscalité juste et redistributive, une taxation des revenus et des actifs financiers, la taxation des revenus du patrimoine ainsi que la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales et des niches fiscales qui, aujourd'hui, profitent aux hauts revenus et aux grandes entreprises.

3 - Les moyens des services publics seront renforcés. Des critères d'efficacité sociale seront établis démocratiquement en lieu et place des critères marchands. Les méthodes managériales inefficaces introduites dans les services publics

au détriment des salariés et des usagers, conduisant à une dégradation sans précédent des conditions de travail seront abandonnées.

4 - Nous étendrons et augmenterons la place des représentants du peuple dans la gestion des services publics.

...

Mais tout ceci n'est possible que si nous nous affranchissons du traité de Lisbonne (ex TCE). Il faut un nouveau traité européen.

Dans le prochain numéro du mois de janvier, nous développerons les propositions du Front de Gauche sur la question européenne.

Pour avoir l'intégralité du
Programme du Front de Gauche

www.63.pcf.fr
Programme Populaire Partagé





Pour sortir de la crise !

Les tenants du libéralisme nous expliquent sur toutes les chaînes d'info, dans tous les journaux que « la France vivrait au-dessus de ses moyens », « que nous dépenserions trop ». **Ce matraquage idéologique vise évidemment à nous culpabiliser** et à considérer que les services publics, la retraite, la sécurité sociale, le droit au travail etc.... sont un coût pour la France qui plonge notre pays dans un gouffre financier.

La dette est un sujet éminemment politique. Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, **ce n'est pas un sujet technique réservé à des experts.** La question n'est pas de savoir si nous dépensons trop mais plutôt si **nous avons suffisamment de ressources.**

Le déficit public ne provient nullement d'un excès de dépenses publiques mais résulte d'une politique de baisse d'impôts des plus riches et des entreprises (exonérations et allègements fiscaux de toutes sortes) alors même que le taux de dépenses publiques est resté stable. **En clair : les dépenses stagnent, les recettes diminuent.**

La dette, pour les plus riches, c'est un double jackpot !

Les ménages les plus riches bénéficient d'allègements fiscaux conséquents en matière d'impôt sur le revenu, d'imposition de leur patrimoine et des revenus de ce dernier. Cela leur permet d'avoir tout l'argent disponible pour prêter à l'État ! Ce dernier en a justement besoin à cause de ces allègements fiscaux et des rétributions qu'il leur verse. Les plus riches touchent deux fois : une fois en payant moins d'impôts et une fois avec les taux d'intérêt que leur paye l'État.

«Je ne ferai pas la politique de la rigueur parce que la politique de la rigueur a toujours échoué».

Nicolas Sarkozy 22 juin 2009 devant le Congrès.

Le saviez-vous ?

C'est une loi votée en 1973 sous l'impulsion de Valéry Giscard d'Estaing qui **interdit au trésor public d'emprunter auprès de la Banque de France** à des taux d'intérêt nul ou très faible **l'obligeant ainsi à faire appel aux marchés financiers** pour emprunter à des taux d'intérêt bien plus élevé. **C'est donc un choix politique qui a soumis la République Française aux marchés financiers.**



Mais à qui profite la crise ?

Quand on emprunte, on ne peut le faire qu'auprès des riches, ceux là mêmes qui profitent du bouclier fiscal, de la suppression de l'ISF, des niches fiscales et d'exonérations de toutes sortes. Ils profitent doublement puisque **ce sont les salariés qui sont en train de payer la crise : cure d'austérité, pression sur les salaires, attaque contre les services publics, déremboursement, ...**

Mais plus on appauvrit les Françaises et les Français, moins on a de recettes fiscales. On entre alors dans un cercle vicieux où l'Etat doit emprunter sur les marchés financiers à des taux très élevés, et où le remboursement de cette dette se fait par pression sur les salaires, sur les services publics et par l'austérité pour tous.

La réponse à la crise, c'est l'augmentation des salaires, pas la soumission aux actionnaires.

Pour une dynamique populaire du Front de Gauche

Engagez vous dans le

FRONT DES LUTTES

Les luttes pour la sauvegarde de l'emploi et pour des salaires décents se multiplient. De Luminox à Goodyear, d'Alticall à Régional, ce sont toujours les mêmes qui s'engraissent de la richesse créée par les salariés. C'est la même politique partout : **tout pour les actionnaires, rien pour les salaires !** Il y en a assez de cette politique au service des plus riches. Il faut y mettre fin !

Les élections présidentielle et législatives de l'année prochaine vont être l'occasion de **dire stop à cette politique**. Mais dire stop ne suffira pas. Il faudra **dire aussi ce que l'on veut pour soi même et pour le pays**, et pour cela s'engager dans le débat.

Avec le Programme Populaire et Partagé, le Front de Gauche, fort de sa diversité, propose des mesures qui s'attaquent radicalement à l'accumulation des richesses et au pouvoir, détenu par cette oligarchie capitaliste, qui pille les écosystèmes et exploite les individus pour son seul profit.

AVEC VOUS, NOUS VOULONS AMPLIFIER LE COMBAT POLITIQUE POUR BATTRE UNE DROITE DONT LE SEUL OBJECTIF EST DE FAIRE PAYER LA NOTE DE LA CRISE FINANCIÈRE AUX SALARIÉS ET AUX CITOYENS.

Les combats pour l'emploi, pour l'augmentation des salaires, pour la défense des services publics doivent franchir un cap. Ils doivent pouvoir déboucher sur des mesures qui garantissent l'emploi, protègent les salariés et pérennisent les services publics. Il faut un gouvernement qui ose s'attaquer au libéralisme.

Le Front de Gauche, composé de membres de partis politiques, associatifs et syndicaux, de militants écologiques, de citoyens engagés, vous appelle à participer massivement au **Front des Luttes** pour organiser notre contre-attaque à l'égard des réformes que la droite envisage de faire passer en force.

**Vos attentes sont les nôtres !
Vos exigences sont les nôtres !
Votre résistance est la nôtre !**



Alors tous ensemble RESISTONS !

☐ Je rejoins le Front des Luttes !

Je m'engage, au sein du Front de Gauche
☐ Je rejoins le Parti Communiste Français

Nom : Prénom :

Tel : Portable :

Adresse :

Mail :

Merci de retourner ce coupon à l'adresse suivante ou de le remettre à un militant communiste :
 Fédération PCF du Puy de Dôme / 34 rue des clos - BP14 / 63018 Clermont-Ferrand cedex 2

